La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Octobre 2006 : Excédent budgétaire de 0,4 milliard de dollars

Un excédent budgétaire de 0,4 milliard de dollars a été enregistré en octobre 2006, comparativement à un excédent de 1,6 milliard en octobre 2005. Les revenus ont fléchi de 0,2 milliard de dollars, ou 1,0 %, ce qui s'explique par la réduction du taux de la taxe sur les produits et services (TPS) et par différents facteurs ponctuels ayant influé sur les revenus provenant de l'impôt sur le revenu. Les charges de programmes ont augmenté de 1,0 milliard de dollars, ou 7,0 %, en raison de hausses des paiements de transfert et des charges de fonctionnement des ministères. Les paiements de transfert, qui représentent environ les deux tiers de l'ensemble des charges de programmes, se sont accrus de 0,6 milliard, ou 6,3 %. Enfin, les frais de la dette publique ont diminué de 19 millions de dollars.

D'avril à octobre 2006 : Excédent budgétaire de 5,8 milliards de dollars

L'excédent budgétaire estimatif au cours des sept premiers mois de l'exercice 2006-2007 s'élève à 5,8 milliards de dollars, soit 0,7 milliard de moins que celui de 6,5 milliards dégagé durant la même période de 2005-2006. Les revenus ont progressé de 5,4 milliards de dollars, ou 4,4 %, ce qui tient à une forte croissance des revenus tirés de l'impôt sur le revenu, contrebalancée en partie par une baisse des revenus tirés des taxes d'accise et des cotisations d'assurance-emploi. Les charges de programmes ont augmenté de 6,0 milliards, ou 6,2 %, en raison d'une hausse des transferts et des autres charges de programmes. Cela inclut les transferts aux autres paliers de gouvernement, qui ont connu une hausse de 1,5 milliard, ou 6,9 %. Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,1 milliard de dollars.

Octobre 2006

Un excédent budgétaire de 0,4 milliard de dollars a été enregistré en octobre 2006, comparativement à un excédent de 1,6 milliard en octobre 2005.

Les revenus budgétaires ont fléchi de 0,2 milliard de dollars, ou 1,0 %, pour s'établir à 18,1 milliards.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 41 millions de dollars seulement, ou 0,5 %, en octobre, ce qui est attribuable pour une bonne part à deux facteurs ponctuels. D'abord, les résultats établis pour le mois d'octobre englobent les coûts imputables aux 10 premiers mois de la hausse du crédit en raison de l'âge, cette mesure faisant partie du Plan d'équité fiscale rendu public le 31 octobre; les coûts en question se chiffrent à 270 millions de dollars et sont rétroactifs au 1er janvier 2006. Ensuite, comparativement à octobre 2005, le mois d'octobre 2006 a compté deux jours de moins pour le traitement d'opérations importantes au titre des retenues sur la paye.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 0,1 milliard de dollars, ou 2,6 %, ce qui est inférieur au rythme d'augmentation des mois précédents. Ces rentrées peuvent varier d'un mois à l'autre, car des montants importants au titre des remboursements ou des règlements de fin d'exercice peuvent être consignés au cours de n'importe quel mois donné. De plus, les cotisations ou nouvelles cotisations, qui peuvent se rapporter à des activités survenues plusieurs années auparavant, peuvent parfois avoir une incidence sur les résultats d'un mois donné.

- Les autres rentrées d'impôt sur le revenu – les retenues de non-résidents – ont diminué de 0,1 milliard de dollars, ou 15,6 %, compte tenu des revenus élevés ayant été déclarés à pareille date l'an dernier.
- Les taxes et droits d'accise ont rapporté 0,5 milliard de dollars de moins en raison d'une baisse de 14,9 % des revenus tirés de la TPS, à la suite de la diminution de 1 point de pourcentage du taux de cette taxe à compter du 1er juillet 2006.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 8,5 % en raison de la réduction du taux de cotisation, qui est passé de 1,95 $ à 1,87 $ par tranche de 100 $ de gains assurables le 1er janvier 2006, et du transfert à la province de Québec, à cette même date, du service des prestations parentales et de maternité dans cette province ainsi que des cotisations qui s'y rattachent.
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements, les revenus sur opérations de change et les revenus divers, ont augmenté de 0,4 milliard de dollars, ou 25,7 %. Cette source de revenus fluctue beaucoup d'un mois à l'autre. Cette hausse importante fait suite à une baisse de 8,9 % en septembre et à une augmentation de 16,7 % en août.

Les charges de programmes se sont élevées à 14,9 milliards de dollars en octobre, en hausse de 1,0 milliard, ou 7,0 %, par rapport à octobre 2005, en raison de la hausse des paiements de transfert et des charges de fonctionnement des ministères et organismes, dont la Défense nationale.

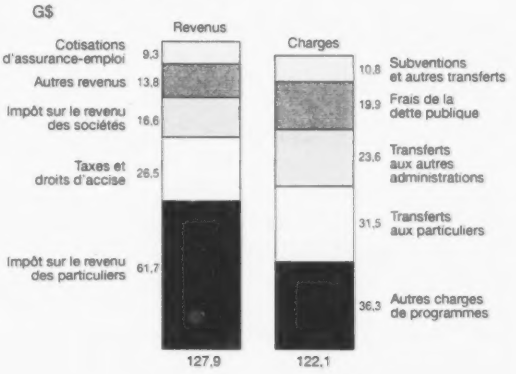
Les paiements de transfert ont augmenté de 0,6 milliard de dollars, ou 6,3 %.

- Les transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont progressé de 0,3 milliard de dollars, ou 7,0 %. Les prestations aux aînés ont connu une croissance de 4,0 %, tandis que les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 1,3 % en raison d'une baisse des prestations parentales et de maternité. Les prestations pour enfants comprennent la Prestation fiscale canadienne pour enfants et la nouvelle Prestation universelle pour la garde d'enfants (PUGE), dont le service a commencé le 1er juillet 2006; elles ont connu une hausse de 0,2 milliard en raison des transferts dans le cadre du nouveau programme de la PUGE.
- Les transferts aux autres administrations, c'est-à-dire les transferts pour la santé et les autres programmes sociaux (le Transfert canadien en matière de santé et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux), les transferts fiscaux, les transferts aux provinces au nom des villes et des collectivités du Canada, les transferts au titre de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants ainsi que les paiements de remplacement pour les programmes permanents, ont diminué de 0,1 milliard de dollars, ou 1,9 %.
- Les subventions et autres transferts ont augmenté de 0,3 milliard de dollars, ou 23,8 %, en raison en partie de la bonification des mesures d'aide agricole annoncées dans le budget de 2006.

Les autres charges de programmes se composent des transferts aux sociétés d'État et des charges de fonctionnement des ministères et organismes, notamment la Défense nationale. Ces charges reflètent également les résultats de l'évaluation permanente des passifs de l'État. Elles ont augmenté de 0,4 milliard de dollars, ou 8,4 %, en raison de la hausse des charges d'un certain nombre de ministères.

Les frais de la dette publique ont diminué de 19 millions de dollars.

Revenus et charges
(avril-octobre 2006)



D'avril à octobre 2006

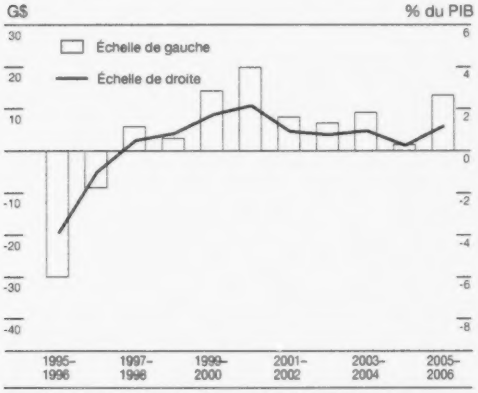
L'excédent budgétaire au cours des sept premiers mois de l'exercice 2006-2007 s'élève à 5,8 milliards de dollars, soit 0,7 milliard de moins que celui de 6,5 milliards dégagé durant la même période de l'exercice précédent.

Les revenus budgétaires ont progressé de 5,4 milliards de dollars, ou 4,4 %, durant les sept premiers mois de l'exercice, totalisant 127,9 milliards de dollars.

- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 5,1 milliards de dollars, ou 9,0 %, sous l'effet de la forte progression de l'emploi, des traitements et des salaires, ainsi que de la progressivité du régime d'impôt sur le revenu des particuliers.
- Les revenus tirés de l'impôt des sociétés ont progressé de 1,6 milliard de dollars, ou 10,4 %, en raison de l'augmentation de la base des acomptes provisionnels, qui découle pour sa part de la croissance des bénéfices en 2005 et de la hausse persistante de la rentabilité des sociétés cette année. Les résultats obtenus jusqu'ici à ce chapitre ne sont pas représentatifs des résultats qui seront enregistrés en bout de ligne pour l'ensemble de l'exercice. En effet, la moitié environ des revenus tirés de l'impôt sur les bénéfices des sociétés proviennent des sociétés dont l'exercice se termine en décembre, de sorte que jusqu'au tiers de ces rentrées surviennent au cours de la période de règlement allant de février à mars. Par conséquent, même après les 10 premiers mois de l'exercice, les résultats peuvent différer nettement de ceux obtenus pour tout l'exercice.
- Les autres revenus provenant de l'impôt sur le revenu ont progressé de 0,1 milliard de dollars, ou 5,2 %.
- Les revenus tirés des taxes et des droits d'accise ont fléchi de 1,4 milliard de dollars, ou 4,9 %, en raison essentiellement de la baisse de 1,4 milliard des rentrées de la TPS par suite de la réduction du taux de cette dernière à compter du 1er juillet 2006. Les revenus provenant des taxes de vente et d'accise ont pour leur part diminué de 0,1 milliard, ou 1,6 %. Les droits de douane à l'importation ont augmenté de 0,1 milliard, ou 6,4 %, et il y a eu une augmentation de 7 millions de dollars des revenus perçus au titre du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien.
- Les cotisations d'asssurance-emploi ont diminué de 7,3 % en raison de la réduction du taux de cotisation, qui est passé de 1,95 $ à 1,87 $ par tranche de 100 $ de gains assurables le 1er janvier 2006, et du transfert à la province de Québec, à cette même date, du service des prestations parentales et de maternité dans cette province ainsi que des cotisations qui s'y rattachent.
- Les autres revenus ont connu une hausse de 0,7 milliard de dollars, ou 6,7 %.

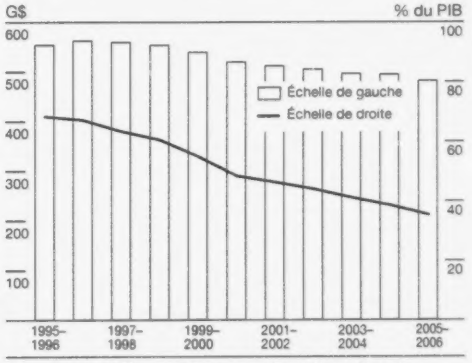
Les charges de programmes engagées d'avril à octobre 2006 se sont établies à 102,2 milliards de dollars, soit 6,0 milliards, ou 6,2 %, de plus que durant la même période en 2005-2006, en raison de l'augmentation à la fois des transferts et des coûts de fonctionnement des ministères et organismes, notamment la Défense nationale.

Solde budgétaire



Sources : Ministère des Finances et Statistique Canada

Dette fédérale (déficit accumulé)



Sources : Ministère des Finances et Statistique Canada

Les frais de la dette publique ont progressé de 0,1 milliard.

Les paiements de transfert, qui représentent environ les deux tiers des charges de programmes totales, ont augmenté de 3,6 milliards de dollars, ou 5,8 %.

- Les transferts aux particuliers ont augmenté de 4,7 %. Les prestations aux aînés se sont accrues de 4,8 %. Les prestations d'assurance-emploi ont baissé de 4,4 % d'une année sur l'autre, ce qui s'explique principalement par la diminution des prestations parentales et de maternité, par suite du transfert à la province de Québec du service de prestations parentales et de maternité dans cette province et des cotisations qui s'y rattachent à compter du 1er janvier 2006. Enfin, les prestations pour enfants ont augmenté de 17,7 %, d'abord en raison des transferts au titre de la nouvelle PUGE, dont le versement a débuté le 1er juillet 2006.
- Les transferts aux autres administrations ont augmenté de 1,5 milliard de dollars, ou 6,9 %, surtout en raison de l'effet de l'accord de 2004 sur les soins de santé et d'un transfert de 650 millions de dollars aux provinces et aux territoires en juillet 2006 au titre de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants.
- Les subventions et autres transferts ont progressé de 0,7 milliard de dollars, ou 6,8 %, en raison de la hausse des paiements de transfert dans différents ministères, en particulier Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Les autres charges de programmes ont augmenté de 2,3 milliards de dollars, ou 6,9 %, en raison de la hausse des coûts de fonctionnement des ministères et organismes ainsi que d'une majoration ponctuelle en septembe 2006 des obligations estimatives de l'État au titre des régimes de pension.

Les frais de la dette publique ont connu une hausse de 0,7 %, surtout à cause de la hausse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

Ressources financières de 2,9 milliards de dollars d'avril à octobre 2006

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou rentrées de fonds correspondantes. À l'opposé, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des placements de l'État par voie d'acquisitions d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, en particulier, le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 2,9 milliards de dollars d'avril à octobre, par suite des paiements effectués aux provinces et à des organismes internationaux conformément au projet de loi C-48. Il s'agit d'une baisse de 8,1 milliards de dollars par rapport à la même période de 2005-2006. Cette diminution des besoins nets tient principalement au transfert des actifs du Régime de pensions du Canada détenus par le gouvernement à l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada en 2005-2006, ainsi qu'à la hausse des ressources financières dégagées dans le cadre des opérations de change.

Considérant un excédent budgétaire de 5,8 milliards de dollars et des besoins nets de 2,9 milliards au titre des opérations non budgétaires, les sept premiers mois de 2006-2007 se sont soldés par des ressources financières de 2,9 milliards de dollars, comparativement à des besoins de 1,6 milliard au cours de la même période de 2005-2006.

Activités nettes de financement en baisse de 17,4 milliards de dollars

Le gouvernement a utilisé ces ressources financières de 2,9 milliards de dollars et une baisse de 14,5 milliards de ses soldes de trésorerie pour réduire de 17,4 milliards sa dette contractée sur les marchés à la fin du mois d'octobre 2006; la réduction a surtout touché les bons du Trésor et les emprunts libellés en devises. Le niveau des soldes de trésorerie varie d'un mois à l'autre en fonction de certains facteurs, notamment les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. Les soldes de trésorerie à la fin d'octobre s'élevaient à 3,4 milliards de dollars.

Tableau 1
État sommaire des opérations

	Octobre		Avril à octobre	
	2005	2006	2005-2006	2006-2007
			(M$)	
Opérations budgétaires				
Revenus	18 325	18 145	122 499	127 877
Charges				
Charges de programmes	-13 877	-14 851	-96 199	-102 158
Frais de la dette publique	-2 882	-2 863	-19 799	-19 941
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 566	431	6 501	5 778
Opérations non budgétaires	-281	-622	-8 067	-2 918
Ressources ou besoins financiers	1 285	-191	-1 566	2 860
Variation nette dans les activités de financement	-412	134	-11 972	-17 393
Variation nette dans l'encaisse	873	-57	-13 538	-14 533
Encaisse à la fin de la période			3 620	3 426

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2
Revenus budgétaires

	Octobre			Avril à octobre		
	2005	2006	Variation	2005-2006	2006-2007	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	8 604	8 645	0,5	56 621	61 692	9,0
Impôt sur le revenu des sociétés	2 199	2 256	2,6	15 069	16 635	10,4
Autres impôts sur le revenu	411	347	-15,6	2 341	2 463	5,2
Total des impôts sur le revenu	11 214	11 248	0,3	74 031	80 790	9,1
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	3 441	2 930	-14,9	19 991	18 584	-7,0
Droits de douane à l'importation	315	334	6,0	1 998	2 125	6,4
Taxes de vente et d'accise	755	710	-6,0	5 661	5 568	-1,6
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	26	30	15,4	206	213	3,4
Total des taxes et droits d'accise	4 537	4 004	-11,7	27 856	26 490	-4,9
Total des revenus fiscaux	15 751	15 252	-3,2	101 887	107 280	5,3
Cotisations d'assurance-emploi	1 003	918	-8,5	10 006	9 276	-7,3
Autres revenus	1 571	1 975	25,7	10 606	11 321	6,7
Total des revenus budgétaires	18 325	18 145	-1,0	122 499	127 877	4,4

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3
Charges budgétaires

	Octobre			Avril à octobre		
	2005	2006	Variation	2005-2006	2006-2007	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 425	2 521	4,0	16 818	17 617	4,8
Prestations d'assurance-emploi	1 136	1 121	-1,3	7 940	7 594	-4,4
Prestations fiscales pour enfants	766	987	28,9	5 369	6 319	17,7
Total	4 327	4 629	7,0	30 127	31 530	4,7
Autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	1 583	1 678	6,0	11 083	11 748	6,0
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	685	708	3,4	4 798	4 958	3,3
Total	2 268	2 386	5,2	15 881	16 706	5,2
Transferts fiscaux	1 045	1 097	5,0	7 447	7 731	3,8
Villes et collectivités du Canada	213	0	s.o.	394	306	-22,3
Apprentissage et garde des jeunes enfants	0	0	s.o.	0	650	s.o.
Paiements de remplacement pour les programmes permanents	-242	-262	8,3	-1 678	-1 828	8,9
Total	3 284	3 221	-1,9	22 044	23 565	6,9
Subventions et autres transferts						
Agriculture et Agroalimentaire	130	265	103,8	735	1 047	42,4
Affaires étrangères et Commerce international	-38	139	s.o.	1 207	1 122	-7,0
Santé	98	128	30,6	1 010	1 053	4,3
Ressources humaines et Développement social	134	114	-14,9	913	942	3,2
Affaires indiennes et du Nord	366	373	1,9	2 676	2 754	2,9
Industrie	211	246	16,6	1 129	1 117	-1,1
Autres	471	433	-8,1	2 407	2 728	13,3
Total	1 372	1 698	23,8	10 077	10 763	6,8
Total des paiements de transfert	8 983	9 548	6,3	62 248	65 858	5,8
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État						
Société Radio-Canada	100	69	-31,0	768	764	-0,5
Société canadienne d'hypothèques et de logement	164	209	27,4	1 194	1 183	-0,9
Autres	229	267	16,6	1 969	1 977	0,4
Total	493	545	10,5	3 931	3 924	-0,2
Défense	1 237	1 359	9,9	8 291	8 817	6,3
Tous les autres ministères et organismes	3 164	3 399	7,4	21 729	23 559	8,4
Total des autres charges de programmes	4 894	5 303	8,4	33 951	36 300	6,9
Total des charges de programmes	13 877	14 851	7,0	96 199	102 158	6,2
Frais de la dette publique	2 882	2 863	-0,7	19 799	19 941	0,7
Total des charges budgétaires	16 759	17 714	5,7	115 998	122 099	5,3

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 4
Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	Octobre		Avril à octobre	
	2005	2006	2005-2006	2006-2007
			(M$)	
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 566	431	6 501	5 778
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-248	-218	-978	-1 042
Autres activités d'investissement	-314	-1 314	-2 135	-1 785
Comptes de pension et autres comptes	347	331	-534	2 886
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer et provisions	710	-202	-7 075	-6 555
Opérations de change	-1 026	535	858	1 792
Amortissement des immobilisations corporelles	250	246	1 797	1 786
Total des autres activités	-66	579	-4 420	-2 977
Total des opérations non budgétaires	-281	-622	-8 067	-2 918
Ressources ou besoins financiers nets	1 285	-191	-1 566	2 860

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5
Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	Octobre		Avril à octobre	
	2005	2006	2005-2006	2006-2007
			(M$)	
Ressources ou besoins financiers nets	1 285	-191	-1 566	2 860
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	-1 585	1 467	-4 663	255
Bons du Trésor	1 000	-1 300	-3 400	-11 900
Obligations d'épargne du Canada	-68	-45	-497	-470
Autres	-13	-1	-181	-1 130
Total	-666	121	-8 741	-13 245
Emprunts en devises	302	-93	-3 281	-4 022
Total	-364	28	-12 022	-17 267
Réévaluation de swaps de devises	3	129	-75	126
Escomptes non amortis des émissions obligataires	-53	-17	47	-202
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2	-6	78	-50
Variation nette dans les activités de financement	-412	134	-11 972	-17 393
Variation dans l'encaisse	873	-57	-13 538	-14 533

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2006	31 octobre 2006	Variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	101 432	92 265	-9 167
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	261 134	261 389	255
Bons du Trésor	131 597	119 697	-11 900
Obligations d'épargne du Canada	17 342	16 872	-470
Autres	3 102	1 972	-1 130
Total partiel	413 175	399 930	-13 245
Payable en devises	14 085	10 063	-4 022
Compte de réévaluation de swaps de devises	-2 258	-2 132	126
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	-6 780	-6 982	-202
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2 927	2 877	-50
Total de la dette non échue	421 149	403 756	-17 393
Comptes de pension et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	131 062	133 194	2 132
Autres avantages futurs des employés et anciens combattants	43 369	44 315	946
Autres comptes de pension et autres comptes	5 493	5 301	-192
Total des comptes de pension et autres comptes	179 924	182 810	2 886
Total de la dette portant intérêt	601 073	586 566	-14 507
Total du passif	702 505	678 831	-23 674
Actifs financiers			
Encaisse et débiteurs	82 843	65 698	-17 145
Comptes d'opérations de change	40 827	39 035	-1 792
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	41 889	43 674	1 785
Total des actifs financiers	165 559	148 407	-17 152
Dette nette	536 946	530 424	-6 522
Actifs non financiers	55 447	54 703	-744
Dette fédérale (déficit accumulé)	481 499	475 721	-5 778

Pour toute demande dexemplaire s supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution au 613-995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Chris Forbes au 613-995-6391.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.
Décembre 2006